

Le développement de l'Union syndicale à la lumière de la statistique

Autor(en): **Weber, Max**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **22 (1930)**

Heft 10

PDF erstellt am: **30.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-383789>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le développement de l'Union syndicale à la lumière de la statistique.

Par *Max Weber*.

L'histoire de l'Union syndicale suisse durant les cinquante premières années de son existence a été publiée très en détail. Néanmoins, il convient de faire ressortir dans le présent article, à l'appui de quelques chiffres, ce que le développement de l'organisation économique principale de la classe ouvrière suisse signifie.

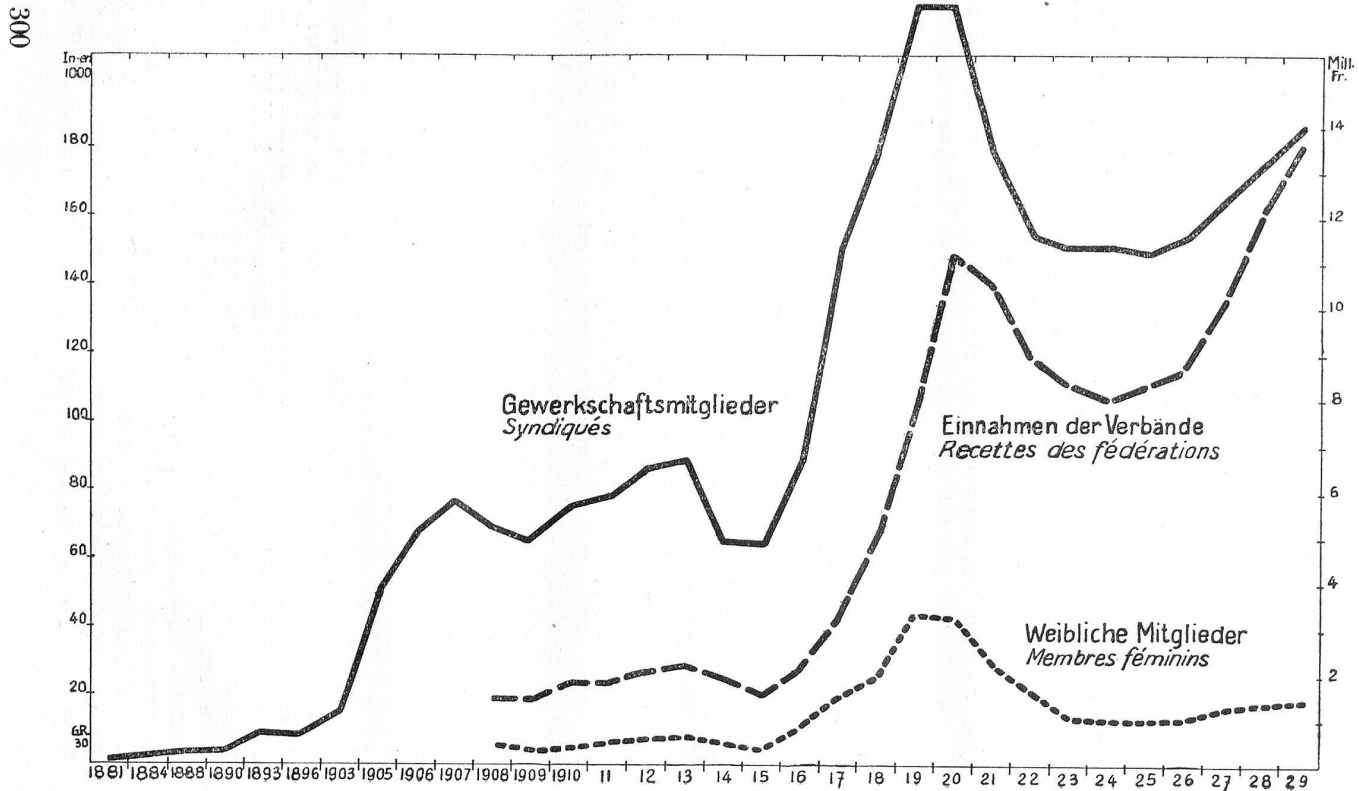
Il est vrai que les chiffres, en ce qui concerne les 25 premières années de l'Union syndicale, laissent beaucoup à désirer. Il ne peut pas être question d'une statistique très exacte. A part quelques données très sommaires sur l'effectif, il n'existe pas d'autre documentation. Ce n'est que depuis 1906 qu'il existe une statistique sur l'effectif, sur la situation financière et sur le mouvement des fédérations syndicales affiliées. Il est vrai que ces chiffres ne sont pas très sûrs pour les premières années, néanmoins ils sont utilisables pour la comparaison.

Les effectifs.

L'effectif de l'Union syndicale était excessivement réduit dans les premières années. Il faut cependant tenir compte qu'à cette époque-là elle ne comprenait qu'une petite partie des syndicats existants. Le nombre des membres organisés syndicalement était sensiblement plus élevé que l'effectif de l'Union syndicale.

Les représentants de 133 membres prirent part à la fondation. L'effectif oscilla pendant quelques années entre 400 et 500 membres et augmenta rapidement ensuite à 4000, à 9000 en 1893 et en 1900 il était de 15,000 membres en chiffres ronds. Cette grande différence dans l'effectif dans les années 90 s'explique en partie par le fait de l'admission de nouvelles fédérations. Entre autres, les ouvriers horlogers, les ouvriers du textile, quelques groupes des ouvriers du bâtiment s'affilièrent à l'Union à cette époque. A partir de 1900, l'effectif augmente rapidement à 50,000, en 1907 même à 77,600, augmentation occasionnée de nouveau par l'entrée dans l'Union de nouvelles fédérations (typographes, ouvriers à domicile, personnel de la broderie, personnel des communes et de l'Etat, premiers groupes des cheminots). De 1908 à 1909 il y eut un recul qui porta le nombre des membres à 66,000, probablement sous l'influence des circonstances économiques. Cette perte fut néanmoins rapidement récupérée et peu avant la guerre l'Union syndicale comptait 89,000 membres. La guerre a occasionné tout d'abord un sensible recul de l'effectif. En 1915, l'Union ne comptait que 65,000 membres, à partir de là l'augmentation des membres alla en croissant. L'effectif doubla, tripla même et atteignit dans les années 1919 et

Le développement du mouvement syndical suisse.



1920 223,000. Toutefois, il est probable que ce chiffre n'a pas été effectif, c'est-à-dire il se peut bien que tous ces membres se soient annoncés et que leurs noms figurent sur les listes, cependant ils ne payaient que de temps en temps des cotisations, ou même jamais. Après que la crise de 1921/1922 se fut quelque peu apaisée, on comptait encore 150,000 syndiqués. Comme on le sait, depuis 1926 on assiste à une marche ascendante qui, pour être quelque peu moins rapide, n'en est que plus sûre, pour parvenir finalement à un effectif de 186,000. Cette augmentation n'est pas due à l'admission de nouvelles fédérations, mais à l'adhésion d'ouvriers et d'ouvrières non organisés jusqu'à présent.

Abstraction faite des graves oscillations de la conjoncture, on constate néanmoins une augmentation constante des effectifs.

L'Union syndicale suisse est actuellement une des plus grandes organisations économiques de notre pays. L'Union suisse des paysans, qui est l'association économique la plus compacte, a, il est vrai, un plus grand nombre de membres. Parmi ces derniers cependant plusieurs sont comptés à double et même plus étant donné qu'ils font partie de plusieurs organisations. En réalité, le nombre des agriculteurs organisés devrait être inférieur à celui des ouvriers et ouvrières faisant partie des syndicats libres. Quoiqu'il en soit, il nous reste encore un grand terrain à défricher; il y a encore des milliers et des milliers de travailleurs qui ne sont pas organisés.

Dans le courant des 4 dernières décennies, la répartition professionnelle des membres a sensiblement varié.

Répartition pour chaque centaine de membres de l'Union syndicale:

	Métallurgistes et horlogers %	Industrie du bâtiment %	Industrie du textile %	Arts graphiques %	Entreprises de l'Etat %	Autres industries %
1890	23	18	7	4	—	48
1903	31	23	21	11	—	14
1910	35	25	11	9	7	13
1917	42	10	8	7	22	11
1920	37	10	12	5	23	13
1929	31	18	7	5	31	-8

L'industrie métallurgique et horlogère a fourni dès le début le plus fort contingent des membres. En 1917 alors que l'industrie des munitions battait son plein, plus des deux cinquièmes des ouvriers organisés étaient membres de la Fédération des ouvriers métallurgistes et horlogers. Actuellement, ils représentent à peu près un peu moins du tiers. Avant la guerre, environ le quart des membres de l'Union syndicale était représenté par des ouvriers de l'industrie du bâtiment. L'activité ayant sensiblement diminué dans le bâtiment, cette proportion se réduisit à 10 % durant la guerre, pour reprendre un nouvel essor durant les dernières années. Les diverses fédérations des ouvriers du textile comptaient en 1903 un cinquième de tous les syndiqués. Il ne faut

pas s'étonner du recul qui se produisit par la suite, car la crise constante dont fut l'objet cette industrie n'a pas uniquement contribué à réduire les effectifs, mais elle a encore entravé les possibilités d'organisation. Le personnel occupé aux services publics n'était, pour la grande partie, pas encore affilié à l'Union syndicale avant la guerre. Actuellement, ses fédérations représentent cependant le 31 % de l'effectif total et ces organisations donnent à l'Union syndicale une certaine stabilité du fait qu'elles sont moins exposées aux oscillations de la conjoncture que les fédérations des ouvriers de l'industrie privée.

On a tenu compte du nombre des membres féminins pour la première fois en 1905. Leur proportion dans l'effectif de l'Union syndicale était de

1905 6 % 1910 8 % 1917 13 % 1920 18 % 1929 10 %

La forte augmentation de la proportion des femmes syndiquées durant la guerre s'explique par le fait qu'à cette époque beaucoup de femmes furent appelées à gagner leur vie, et d'autre part parce que l'organisation a pu atteindre des milieux qui en temps normaux ne voulaient rien savoir des syndicats. Après 1920, la proportion des membres féminins diminua sensiblement et depuis 1923 elle est à peu près invariablement de 10 %. Personne ne contestera que c'est là un point faible de notre mouvement syndical, car les femmes représentent actuellement le 36 % de toute la classe ouvrière, ou, en chiffres absolus, elles sont au nombre de 147,00.

Les finances.

La statistique des finances de l'Union syndicale nous donne une petite idée des importantes capacités financières des fédérations syndicales. Elle nous démontre avant tout dans quelles proportions les syndicats se sont développés durant les deux dernières décennies. L'augmentation de leurs moyens financiers est plus sensible que l'augmentation des effectifs. Le tableau suivant permettra de mieux s'en rendre compte.

En comparant la moyenne des années 1908—1913 à 100, nous obtenons:

	Nombre des membres	Recettes	Dépenses	Fortune
1908/13	100	100	100	100
1917	192	177	183	209
1920	289	616	635	403
1923	196	455	450	440
1926	199	471	501	640
1929	241	741	694	1106

En 1917 encore, alors que les effectifs avaient déjà doublé, les recettes et dépenses avaient relativement peu augmenté. Il en fut autrement en 1920, les finances augmentèrent dans une proportion 6 fois plus grande, les effectifs à peine de 3 fois plus. La répercussion des années de crise atteignit moins la situation finan-

cière des syndicats que leurs effectifs: l'état des fortunes en fut à peine atteint.

A fin 1929 alors que le nombre des membres syndiqués était 2,4 fois plus grand que la moyenne des années 1908—1913, les recettes ont augmenté de plus de 7 fois et les dépenses dans la même proportion. Les fortunes des fédérations qui sont principalement représentées par le fonds des caisses d'assurance augmentent sans cesse et elles sont actuellement 11 fois plus élevées qu'elles ne l'étaient avant la guerre.

Considérons ces questions financières de plus près. Ce n'est que depuis 1905 qu'il existe une statistique des recettes et dépenses des fédérations.

Les recettes des fédérations affiliées à l'Union syndicale furent:

	Recettes totales	Recettes provenant des cotisations statutaires
1905—1909	7,127,049	5,192,854
1910—1914	9,959,851	8,338,067
1915—1919	20,273,484	16,415,838
1920—1924	47,170,060	34,492,185
1925—1929	52,944,865	40,952,005
1905—1929	137,475,309	105,390,949

Les recettes augmentent sensiblement de 5 ans en 5 ans. La dépréciation de l'argent joue naturellement également un rôle, bien que modeste dans le cas particulier. Comparons les 53 millions de recettes des 5 dernières années avec les 10 millions de la même période pour 1910/1914: ils ont quintuplé. Les cotisations des membres rapportèrent également dans l'espace des 5 dernières années 5 fois plus qu'avant la guerre.

Dans l'espace de 1905 à 1929, les syndicats ont retiré 137 millions de francs dont 105 millions proviennent des cotisations ordinaires des membres. Pour les derniers 10 ans seulement il y eut pour 100 millions de recettes et pour 75 millions de cotisations des membres.

A quoi ces sommes ont-elles été attribuées? Sur les 137 millions, 117 millions seulement ont été dépensés. Le reste a été placé en fonds et en capitaux et forme une réserve pour parer à toute éventualité.

Les dépenses ont été de:

	Secours de chômage ¹	Indemnités de voyage et de déménagement	Secours de maladie et d'accidents	Décès ²	Secours d'invalidité	Secours en cas de nécessité
1905—1909	292,911	—	—	1,427,257	—	—
1910—1914	893,159	154,340	1,976,911	596,979	—	120,525
1915—1919	1,654,796	58,154	5,256,568	1,226,115	—	177,188
1920—1924	9,292,918	111,449	6,507,859	1,205,421	900,731	238,989
1925—1929	12,025,686	189,842	6,972,700	2,073,590	1,714,441	478,647
1905—1929	24,159,470	513,785	20,714,038	6,529,362	2,615,172	1,015,349

¹ 1905—1911 y compris les secours de voyage.

² 1905—1909 y compris les secours de maladie et d'accident.

1910—1919 y compris les secours d'invalidité.

	Mouvements de grèves et de représailles	Adminis- tration	Journaux fédératifs	Propagande, éducation, assistance judiciaire	Cotisations et subventions	Total des dépenses
1905—1909	1,373,337	799,341	513,161	?	?	5,157,316
1910—1914	2,207,159	1,318,045	798,782	452,406	174,125	8,896,759
1915—1919	2,938,473	3,182,167	1,445,645	803,330	457,083	17,758,403
1920—1924	7,362,429	8,464,144	3,766,688	1,657,803	1,068,603	42,413,468
1925—1929	2,518,492	8,557,019	3,655,023	1,577,699	1,252,220	42,790,762
1905—1929	16,399,890	22,320,716	10,179,299	4,491,238	2,952,031	117,016,708

Les secours de chômage forment les postes les plus importants des dépenses. Ce n'est cependant que depuis peu qu'ils ont pris cette importance. Sur les 24 millions, la moitié a été versée dans les cinq dernières années. Les secours de maladie et d'accidents étaient déjà sensiblement élevés autrefois, ils ont été de 20,7 millions en 25 ans. Les indemnités de voyage et de déménagement ont relativement diminué comparées à ce qu'elles étaient avant la guerre, alors que les décès et les secours pour cause d'invalidité ont nécessité de plus fortes sommes. Depuis 1905 on a versé au total 56 millions pour ces diverses caisses de secours. Dans l'espace des 5 dernières années, 23 millions ont été attribués aux membres sous forme de ces divers secours.

Comparés à ces chiffres, les 16 millions dépensés pour les secours de grèves et de représailles sont bien modestes. Les mouvements de lutte qui furent menés de 1920 à 1924 pour la défense du niveau de salaire et pour l'obtention de la réduction du travail nécessitèrent de grosses sommes.

Sur les 22 millions affectés à l'administration, pour autant que l'on puisse établir la proportion, un quart environ a été attribué aux frais matériels d'administration et les deux tiers aux frais du personnel d'administration. Dans ces chiffres figurent les dépenses pour les congrès, les conférences, les dédommagements aux comités des sections, aux dizeniers, etc. Pour de nombreuses fédérations, nous mentionnons des postes qui n'appartiennent pas à vrai dire aux frais d'administration, tels par exemple la propagande et l'éducation.

D'importantes sommes sont affectées à la presse syndicale. Cependant, malgré l'essor qu'ont pris les organes fédératifs, ces sommes ont peu varié comparativement aux effectifs. Les autres dépenses n'ont également pas augmenté dans la même proportion que les sommes utilisées aux fins de secours, lesquels accaparent de plus en plus les finances des syndicats.

Une comparaison de la répartition en pour-cent des dépenses est également fort intéressante:

	Secours de chômage ¹	Autres secours	Total des secours	Grèves et mouve- ments	Frais d'adminis- tration	Journaux fédératifs	Autres dépenses
	%	%	%	%	%	%	%
1905—1909	6	28	(34)	27	15	10	14
1910—1914	10	32	(42)	25	15	9	9
1915—1919	9	38	(47)	17	18	8	10
1920—1924	22	21	(43)	17	20	9	11
1925—1929	28	27	(55)	6	20	9	10
1905—1929	21	27	(48)	14	19	9	10

¹ 1905—1911 y compris les secours de voyage.

Ces chiffres démontrent mieux encore dans quelle proportion les secours de chômage ont augmenté: de 6 à 28 %. Les autres secours furent dans la période 1910—1919 assez importants; dans ces dernières années cependant ils représentent à peine, en tout le total des secours de chômage. De la totalité des dépenses en moyenne durant les 25 dernières années, plus de la moitié a été affectée à des secours. Pendant les 5 dernières années, même le 55 pour cent des finances syndicales a été alloué à des membres qui par suite de revers sont tombés dans la misère.

Ces chiffres sont certainement un des plus importants moyens de propagande des syndicats.

Les dépenses pour les grèves, de 27 % qu'elles étaient, ne forment plus que le 6 % des dépenses totales, soit un recul remarquable. Comme déjà dit, les causes de la conjoncture jouent un certain rôle. En outre, la tactique des grèves a complètement changé de bases. On ne fait plus grève à tort et à travers. Ce serait faire erreur, étant donné la bonne organisation et les mesures de défense dont dispose le patronat. Au contraire, les conflits sont pour la plupart liquidés à l'amiable et ce n'est que lorsque c'est absolument nécessaire que l'on intervient avec le moyen de lutte le plus efficace.

Les dépenses pour l'administration ont augmenté dans une proportion de 15 à 20 %; dans les deux dernières années il y a de nouveau une légère tendance à une diminution. Les sommes attribuées à la presse comparativement aux dépenses totales, ont peu varié.

Les luttes syndicales.

Les chiffres concernant les mouvements menés par les fédérations syndicales ne sont pas moins expressifs. Nous ne pouvons établir une comparaison que depuis 1910.

	Nombre des mouvements	Nombre des participants	Organisés	Mouvements de grève		Lock-outs	
				Nombre	Nombre des parti- cipants	Nombre	Nombre des parti- cipants
1910—1914	1,577	165,985	100,203	295	20,593	39	5,003
1915—1919	6,198	1,144,160	751,659	676	63,273	16	1,572
1920—1924	4,274	779,227	494,374	430	37,387	27	11,429
1925—1929	2,195	702,273	482,859	224	17,519	4	128
1910—1929	14,244	2,791,645	1,829,095	1625	138,758	86	18,132

Les années de guerre furent mouvementées; le renchérissement de la vie nécessita de nombreux mouvements de salaires. En outre, les actions en faveur de la réduction des heures de travail se multiplièrent.

Durant les deux décennies 1910—1929, les fédérations syndicales menèrent plus de 14,000 mouvements auxquels participèrent 2,800,000 ouvriers et ouvrières en chiffres ronds (parmi lesquels beaucoup ont été comptés deux fois), 1625 conflits seulement, soit le 11 pour cent des mouvements, provoquèrent une suspension du travail; 139,000 ouvriers y participèrent. Le nombre des lock-outs est relativement minime; ce n'est que de 1920—1924 à l'époque de la réaction qu'il y en eut quelques-uns d'une certaine importance.

Nombre des jours de grèves pour lesquels il a été versé des secours:

1910—14	655,634	1920—24	1,188,064
1915—19	848,433	1925—29	337,978

Durant les deux décennies, il a été versé des secours pour 3,030,109 jours de grève. Les deux tiers se rapportent à la période 1915—1924, alors que les 5 dernières années enregistrent le moins de jours de grève.

Quels furent les résultats de ces luttes? On parvint à:

	Réduction de la durée du travail pour ouvriers	par semaine en heures	Augmentation de salaires pour ouvriers	par semaine en francs	Contrats collectifs	pour ouvriers	Vacances pour ouvriers
					Nombre		
1910-14	29,117	68,102	64,103	144,972	398	34,802	³ 1,795
1915-19	332,831	1,793,570	777,207	5,655,587	749	111,903	58,193
1920-24	22,402	81,819	214,870	1,416,521	568	94,446	70,091
	(16,770) ¹	(-69,029) ¹	(-145,365) ²	(-1,014,262) ²			
1925-29	10,160	35,606	85,230	310,969	358	73,244	83,379
1910-29	394,510	1,979,097	1,141,410	7,528,049	2073	314,395	213,458
	(16,770) ¹	(-69,029) ¹	(-145,365) ²	(-1,014,262) ²			

¹ Prolongation de la durée du travail. ² Réduction des salaires. ³ Pas d'indication pour 1910—1912.

Dans les données concernant les chiffres, il faut tenir compte que chaque ouvrier a été compté chaque fois qu'il a pris part à un mouvement, de ce fait le même ouvrier est mentionné plusieurs fois dans la statistique.

Que l'on se représente l'importance de ces chiffres! Combien de milliers de familles d'ouvriers ont vu leur existence s'améliorer grâce à de plus hauts salaires. Combien d'ouvrières et d'ouvriers ont pu, grâce à la réduction des heures de travail, s'adonner aux sports, s'ébattre en plein air. Combien de milliers d'ouvriers jouissent de vacances où ils se reposent des fatigues du travail. Ces données devraient prouver à tout ouvrier ce qu'il peut atteindre en s'alliant à ses collègues de travail.

*

En jetant aujourd'hui un regard sur les 50 ans d'existence de l'Union syndicale suisse, on mesure la grandeur de tout ce que le mouvement syndical a pu donner à la classe ouvrière. Les

syndicats sont désormais enracinés dans la vie économique actuelle. Ils sont devenus des facteurs influents dans l'Etat et dans l'économie politique. Il ressort des chiffres publiés, que les syndicats n'ont pas été utiles uniquement à leurs membres, mais au peuple tout entier. Leurs organisations de secours ont préservé des milliers d'ouvriers de la misère et par là ont déchargé l'Etat et les communes. On ne peut évaluer les avantages physiques, la prolongation de la vie, que l'amélioration des conditions d'existence apporte aux travailleurs, sans compter les bienfaits intellectuels (mouvement sportif, sociétés de délassement ouvrières, etc.). Nous n'exagérons donc pas en disant: Il est dans l'intérêt de la collectivité que les syndicats développent ce travail sur des bases toujours plus étendues. Cela sera, et leur influence grandira dans la mesure où ils parviendront à enrôler dans les organisations libres les masses ouvrières qui s'y dérobent encore.

Vieilles questions toujours en discussion. Grandes fermes ou petites fermes?

Par le Dr Olindo Gorni.

I.

Grandes fermes ou petites fermes? D'aucuns répondent: «Grandes fermes, parce qu'elles seules rendent possible une agriculture industrialisée.» D'autres répondent: «Petites fermes, parce qu'elles seules offrent aux familles des cultivateurs la sécurité, la tranquillité et font d'elles une base sûre pour l'ordre social.» Notre ami le Dr Olindo Gorni du Bureau International du Travail dit dans l'article qui suit que la question est mal posée. Les fermes sont grandes ou sont petites, ou sont moyennes selon que les systèmes de culture en vigueur exigent qu'elles soient telles. Et les systèmes de culture sont à leur tour imposés par les conditions du milieu: conditions naturelles (climat et sol); conditions humaines (densité de la population agricole, marchés, moyens de communication, etc.). L'argument peut paraître trop théorique. Mais nous pensons qu'il y a là une question importante sur laquelle il faut être fixé pour comprendre tant d'autres questions qui sont au premier plan dans les mesures de politique agricole que la situation difficile actuelle nous impose.

La discussion relative à la grande ou à la petite ferme — quelle est des deux la forme supérieure d'entreprise agricole — dure depuis des siècles, et peut se poursuivre jusqu'à l'infini, tout d'abord parce qu'elle admet des solutions différentes suivant les lieux et les temps — de sorte que tous peuvent avoir raison — et ensuite parce qu'au lieu d'examiner les faits sans passion, à la